

Cycles de séminaires Sciences Po – CERI et EDF R&D

Régimes “populistes” et politiques énergétiques

Quels liens ? Quelles conséquences ?

9 novembre 2018

Synthèse¹

Ce séminaire a cherché à comprendre si la catégorie de « populisme » pouvait rendre compte des décisions politiques en matière énergétique et montré que le lien restait difficile à établir entre populisme et décisions énergétiques dans la mesure où d’autres catégories conceptuelles renseignent mieux les choix de politiques énergétiques.

1. Le populisme : quelles catégories conceptuelles ? – Yves Surel

Dans son introduction Yves Surel souligne le sentiment de confusion qui entoure le mot valise de populisme et la nécessité d’appréhender la diversité de ses formes. Il s’agit tout d’abord d’un concept historique utilisé pour la première fois en 1896 par Tim Houwen dans *The Nation*. Il renvoie au XIX^e siècle au mouvement des Narodniki en Russie et aux Etats-Unis au People’s party, formation contestataire et réformiste. Depuis, le concept a notamment été associé au radicalisme de droite puis à une forme d’organisation. Finalement, M. Caiani et P. R. Graziano définissent quatre dimensions pour appréhender le degré de populisme : la dimension idéologique, la dimension rhétorique, un style de communication et un type d’organisation centré sur un dirigeant.

La diversité des définitions possibles conduit à s’interroger sur les éléments constants liés au populisme. Deux semblent centraux : le rapport ambigu à la démocratie autour d’un schéma qui s’appuie sur un rappel de la souveraineté populaire, la trahison des élites et un passé mythifié et la valorisation du peuple comme unique référent. Le populisme démontre un caractère anti-pluraliste au bénéfice de l’unité du peuple.

Yves Surel conclut que « le populisme représente un schéma simple et mobilisable par une large diversité d’acteurs politiques et renvoie à une vision unitaire d’un peuple mythifié à l’égard des autres. »

1 Le contenu de ce document n’engage que la responsabilité de son auteur.

Discussion

- Le populisme est-il centré sur un régime ?
- Y-aurait-il des politiques plus à même de renforcer ou d'être renforcées par le populisme ?
- Existe-t-il un populisme de droite et/ou de gauche ?
- Comment peut-on expliquer la montée des populismes ?
- Comment ces mouvements peuvent-ils passer de l'opposition politique au pouvoir ?
- Le terme « d'illibéralisme » est-il équivalent à celui de populisme ?

2. Les déterminants idéologiques de la politique énergétique et environnementale du président Trump – Laurence Nardon

L'agenda énergétique de Donald Trump est dicté par deux éléments : la nature des financements reçus pendant la campagne provenant notamment d'une immense entreprise d'énergie fossile ; des propositions anti élite et anti étranger pour protéger les classes moyennes. Cette rhétorique se traduit par des promesses en matière de fermetures de frontières et de retour du charbon. Selon Laurence Nardon, cet agenda énergétique relève essentiellement d'une rhétorique.

Aux Etats-Unis, il convient également de constater la puissance des réseaux anti-environnementalistes et climato-sceptiques qui s'appuient sur une ligne anti-scientifique. En outre le ressort anti-environnementaliste est souvent associé au courant anti-fédéraliste.

L'exceptionnalisme américain représente une autre explication des choix de Donald Trump de refuser les règles internationales et de sortir de l'accord de Paris.

Discussion

- Le courant anti-fédéraliste peut-il renvoyer à l'opposition française entre jacobin et girondin ?
- A la suite des récents événements climatiques qui ont eu lieu aux Etats-Unis (ouragan en Floride), le Président se fait-il plus discret dans son discours climatosceptique ?
- Quels liens peut-on faire entre les résultats des *midterms* et l'énergie ?

3. Populisme et politiques énergétiques en Chine : un changement de paradigme ? – Jean-François Di Meglio

Jean-François Di Meglio rappelle la devise maoïste chinoise « Nous sommes là pour servir le peuple » qui constitue le fondement de la République populaire de Chine et qui représente le premier paradigme chinois.

Celui-ci se traduit en matière énergétique par la priorité donnée à la sécurité énergétique assurée par des grandes entreprises nationales, une politique d'infrastructure et une politique tarifaire qui maintient les prix à un faible niveau pour permettre l'accès de chacun à l'énergie. Le charbon devient l'outil de cette politique car ses ressources importantes permettent de privilégier la souveraineté, de créer de l'emploi et de produire de l'énergie à bas coût. Dans ce paradigme, on peut s'interroger pour savoir si la situation d'hyper-contrôle des populations est cohérente avec le populisme.

La dénonciation de la pollution de l'air par le mouvement environnementaliste chinois ouvre la porte au nouveau paradigme chinois. Les dirigeants ont annoncé des mesures pour répondre aux inquiétudes environnementales des élites urbaines, ils doivent dorénavant trouver le moyen de s'adresser aux populations rurales. La lutte anti-corruption dans l'industrie du charbon est un moyen d'y parvenir et devient également une rhétorique pour soutenir la transition énergétique.

Au départ facilement identifiable et simple, « le populisme énergétique » chinois se complexifie, se réinvente mais il présente de nombreuses contradictions.

Discussion

- Les Chinois luttent contre la pollution urbaine mais finalement pas contre le CO₂, dans ces conditions quelle est leur position vis-à-vis de l'accord de Paris ?
- Quelle est la volonté et la capacité de la Chine à découpler croissance et consommation énergétique ?
- Quel est le rôle de la politique de la Route de la soie dans le secteur énergétique ?
- Où en est la filière éolienne en Chine ?
- Quelle est la politique énergétique chinoise face au reste du monde (Union européenne, Etats-Unis, Asie ventrale, etc.) ?

4. L'économie politique de la Russie, pour quel « système » énergétique ? - Marc-Antoine Eyl-Mazzega

Dans son propos introductif, Marc-Antoine Eyl-Mazzega rappelle que la politique énergétique russe se caractérise par un détournement des règles institutionnelles, juridiques et contractuelles du système énergétique de marché au nom du peuple et pour le peuple, du moins dans le discours, mais qu'elle vise en réalité le maintien et le renforcement du pouvoir des élites dirigeantes.

Marc-Antoine Eyl-Mazzega explique que les déterminants des politiques énergétiques russes sont hybrides et combinent des éléments de populisme avec d'autres enjeux économiques, stratégiques, territoriaux, technologiques et de prédation.

La dimension économique se traduit par des dépenses d'investissement conséquentes dans le gaz et le pétrole et par une politique de subvention des prix de l'énergie.

Stratégiquement, il s'agit pour la Russie de contrôler les ressources grâce à des entreprises nationalisées, les entreprises étrangères n'étant pas autorisées à en posséder. En revanche à l'étranger, l'énergie est utilisée pour soutenir les Etats « amis » grâce à la fourniture de pétrole à faible coût.

La dimension populiste se dessine également à travers la mise en avant de certains enjeux politiques par les groupes étatiques au bénéfice du peuple, tel que le suremploi, la fourniture d'énergie à faible prix pour les régions annexées par la Russie, l'extension du réseau pour apporter le confort aux ménages et contribuer au développement économique des territoires.

D'ailleurs la dimension territoriale de la politique énergétique russe passe par la valorisation des territoires avec la mise en service de nouveaux gisements qui permet de développer de nouvelles villes, notamment dans l'Est sibérien.

L'exemple russe montre ainsi un modèle hybride où des éléments populistes se mêlent à d'autres objectifs fondamentaux. Toutefois, il n'existe pas de systématisation d'une politique structurellement populiste dans le secteur énergétique russe.

Discussion

- Quelle est la position de Poutine par rapport à l'Union de l'énergie européenne ?
- Quelle est la politique russe par rapport au Peak Oil ?
- La notion de populisme est-elle finalement adaptée à la réalité russe ?
- Où est le populisme en Russie, pays de l'économie centralisée, des entreprises monopolistes, de la corruption ?
- Où sont les intérêts du peuple dans la propriété publique des ressources en Russie ?

Conclusion

En conclusion du séminaire, Yves Surel note que pour être valable, la notion de populisme doit s'en tenir aux dimensions exposées dans son introduction. Or ces caractéristiques ne sont pas utiles pour comprendre les politiques publiques. Ce séminaire a montré que la notion de populisme risque de perdre sa valeur explicative alors que d'autres concepts tels que le « monopolisme » ou le clientélisme rendent mieux compte des politiques énergétiques. Il n'existe pas de régime populiste mais des discours populistes pour des régimes démocratiques ou autoritaires.

Questions

- Le lien entre populisme, structure de marché et *mix* énergétique existe-t-il ?
- Peut-on identifier les préférences des populistes pour des systèmes énergétiques particuliers ?
- La décision prise par Angela Merkel de sortir du nucléaire relève-t-elle d'une décision populaire ou populiste ?
- Si la Chine changeait de gouvernement, changerait-elle également de politique énergétique ?
- Les politiques énergétiques restent-elles les mêmes quel que soit le régime ?
- Quelle est l'attitude des populations en Chine et en Russie vis-à-vis du nucléaire ?